

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Pénal, article R 610.5,

Vu le Code de la Route,

Considérant que lors de travaux de pose de glissières de sécurité, il convient afin d'assurer la bonne exécution du chantier et la sécurité des usagers, de réglementer temporairement la circulation et le stationnement boulevard de l'Europe,

ARRETE

ARTICLE 1^{er} :

En raison de travaux de pose de glissières de sécurité, boulevard de l'Europe entre le rond-point de l'avenue Marcel Dassault et la limite avec la commune de BILLERE en direction du gave de PAU, effectués par l'entreprise 3S EQUIPEMENTS ROUTIERS, la circulation sera :

* soit maintenue à double sens mais rétrécie au niveau des travaux,

* soit alternée régie manuellement,

à partir du 21 août 2023 jusqu'à la fin des travaux.

Les travaux auront lieu obligatoirement soit entre 21h00 et 06h30, soit entre 09h00 et 11h30, soit entre 14h00 et 16h30.

ARTICLE 2^{ème} :

L'arrêt et le stationnement seront interdits et considérés comme gênants au droit des travaux, le non respect des ces dispositions entraînera la mise en fourrière des véhicules en infraction, à partir du 21 août 2023 jusqu'à la fin des travaux.

ARTICLE 3^{ème} :

La vitesse de circulation sera réduite à 30 km/h et le dépassement interdit aux abords et au niveau des travaux .

ARTICLE 4^{ème} :

Ces dispositions seront portées à la connaissance du public au moyen d'une signalisation réglementaire mise en place par la société chargée des travaux.

ARTICLE 5^{ème} :

Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, Monsieur le Chef de la Police Municipal, Monsieur le Chef de la Police Intercommunale et les agents placés sous leurs ordres sont, chacun en ce qui les concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Le présent arrêté peut être contesté :

- par un recours gracieux auprès du Maire de LONS dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication. L'absence de réponse dans un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet,

- par un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Pau, soit par envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal (Villa Noulibos - 50, Cours Lyautey 64010 Pau CEDEX), soit par le site : www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication ou du rejet du recours par l'administration,

- par la saisine du Préfet des Pyrénées-Atlantiques en application de l'article L. 2131-8 du Code général des collectivités territoriales, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et de sa publication.

ARTICLE 6^{ème} :

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique,
- S.D.I.S, pour information,
- Direction Opérationnelle de la collecte des déchets, pour information,
- STAP, pour information,
- Entreprise 3S EQUIPEMENTS ROUTIERS, pour notification,
- Services Techniques Municipaux,
- Monsieur le Chef de la Police Municipale
- Monsieur le Chef de la Police Intercommunale.

FAIT A LONS, le 08 août 2023

Le Maire, Pour le Maire empêché
Adjointe au Maire

Nicolas PATRIARCHE

Florence THIEUX-MORAN